

# Les retraites... et tout le reste

## Le vote d'une réforme inique ne la rend pas plus légitime : la lutte continue contre l'injustice sociale et l'autoritarisme antidémocratique

L'âge de la retraite, le niveau des pensions, le nombre d'années de cotisation sont des choix politiques, et ne relèvent en aucun cas d'une nécessité démographique.

Suivant les intérêts d'un petit nombre, ce gouvernement choisit la financiarisation des retraites. Prétextant la sauvegarde du système de retraite par répartition, le gouvernement organise en fait sa destruction progressive.

**Aujourd'hui, de nouveau, la réforme attaque de front tous les salariés, et surtout ceux qui sont les moins favorisés** : recul de l'âge légal de départ, y compris pour ceux qui ont commencé à travailler tôt, et qui auraient déjà leurs annuités (les annuités ont déjà été relevées par les réformes de 1993 et 2003), régression pour les femmes, dont la retraite est déjà en moyenne inférieure de 40% à celle des hommes. Trois femmes sur dix (contre un homme sur vingt) doivent aujourd'hui attendre l'âge de 65 ans, pour ne pas subir la décote pour annuités manquantes.

**Le Parlement a encore aggravé le projet gouvernemental en prévoyant pour 2013 une « réforme systémique »** (« retraite par points » ou « comptes notionnels »). Le système par points<sup>1</sup> permet d'ajuster par de simples mesures réglementaires le niveau du point, donc des pensions. Le système par comptes notionnels accroîtra encore l'individualisation des droits, car le niveau de la pension dépend du seul montant des cotisations versées par la personne. Il s'ajuste automatiquement, sans débat social, à mesure que l'espérance de vie augmente. **Le salarié ne pourra ainsi pas connaître le taux de remplacement de son salaire avant la liquidation de sa retraite.** Cerise sur le gâteau, le COR (Conseil d'orientation des retraites) a reconnu que l'application de des systèmes provoquerait à terme une nouvelle baisse des pensions d'environ 20%.

La diminution de fait des pensions fait partie du plan de « bon élève » du gouvernement : il s'agit de la crainte des financiers de voir les agences de notation pénaliser un pays où le capital ne serait pas assez rémunéré. La répartition des revenus capital/travail se détériore depuis les années 1980, au profit des capitaux financiers - près de 200 milliards d'euros actuels par an en 20 ans<sup>2</sup> -, et l'écart entre riches et pauvres s'accroît<sup>3</sup>. Il faut une réforme progressiste qui rééquilibre la rémunération du capital et celle du travail : **faire cotiser les profits permettra de restaurer la retraite à 60 ans à taux plein et de diminuer la durée de cotisations**, tout en réduisant les inégalités entre retraité-e-s.

L'ample mouvement de lutte actuel montre par sa ténacité qu'au-delà des retraites, l'ensemble de la société se pose maintenant le problème du travail. Pour en parler, venez à :

## Assemblée générale des personnels et étudiants

**Mardi 9 novembre – 12h30 - Amphi A1**



<sup>1</sup> déjà en vigueur dans les régimes complémentaires de l'ARRCO et de l'AGIRC

<sup>2</sup> le déficit actuel pour les retraites s'élève à 32 milliards, et 45 milliards sont prévus en 2020

<sup>3</sup> 3 milliards par an de « niches fiscales » réservées aux 1% plus riches  
15 milliards d'exonérations de cotisations sociales (stock options, intéressement, mesures « pour l'emploi »)  
36 milliards de dividendes distribués aux actionnaires des entreprises du CAC 40 en 2009  
Entre 2004 et 2007, les 0,01% les mieux payés ont gagné 40% de plus

# Le problème du travail à l'Université

C'est :

- la **précarisation croissante** du personnels (plus de 30% des personnels administratifs et techniques sont embauchés en CDD),
- l'**individualisation des carrières** (primes, évaluation,...), qui vise à la réduction de toute revendication collective,
- la **généralisation des contrats sur projets** (ANR), qui entraînent une bureaucratie galopante, la multiplication des contrats CDD, la soumission de la recherche aux idées à la mode, et le dévoiement de projets scientifiques sous l'autoritarisme d'une politique « scientifique » prise par le ministère dans une opacité totale - à moins qu'il ne s'agisse d'un cafouillage total, où certains arrivent à se servir, ce qui est somme toute le plus probable,
- l'**éclatement des équipes** sous le couperet de la notation de l'AERES (Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur). L'AERES a été récemment évaluée elle-même par un comité de l'ENQA (European association for Quality assurance in higher education) qui s'étonne entre autres de l'attribution de notes – pratique incongrue, même dans le cadre européen ! - aux équipes et aux formations par l'AERES...
- le **grand emprunt qui va totalement finir de désorganiser le paysage scientifique** en finançant quelques Labex, Equipex et autres Faribolex au détriment des financements récurrents.
- **de moins en moins d'instances élues décisionnelles** (« grâce » à la LRU) au profit de « gouvernances » de type managériales, dont les états d'âme n'empêchent pas qu'elles mettent en œuvre avec zèle la politique gouvernementale de déstructuration tous azimuts. La mise en place du PRES (Pôle de recherche et d'enseignement supérieur) « Sorbonne universités » regroupant Paris 2, Paris 4 et l'UPMC en est un parfait exemple.

**Les conditions de travail se dégradent tellement vite qu'il est hors de question de bosser deux ans de plus !**

**Par contre, il est urgent de décider collectivement de ce qu'il convient de faire pour remédier à cette dégradation rapide du travail.**

**Assemblée générale des personnels et étudiants**

**Mardi 9 novembre – 12h30 - Amphi A1**



SNCS

